

# APHG

# BOURGOGNE



## LETTRE DE LA RÉGIONALE N° 25

\*\*\*\*\*

## FÉVRIER 2000

### **Au sommaire de cette lettre, vous trouverez :**

- le compte-rendu des activités des six derniers mois :
  - ♦ la journée de l'APHG du 4 décembre 1999
  - "Enseigner l'histoire contemporaine de 1945 à nos jours"
  - ♦ la journée APHG à Dijon du 8 décembre 1999
  - "La Russie contemporaine"
  - ♦ l'Assemblée Générale de la Régionale du 12 décembre 1999
- les projets 2000 :
  - ♦ les petits voyages dans le Forez et en Forêt Noire
  - ♦ la journée "géographie" de décembre 2000
- deux nouvelles publications :
  - ♦ un cédérom
  - ♦ un ouvrage

## **VOYAGE EN RUSSIE DU 11 AU 21 AVRIL 2000**

**Pour l'obtention du visa, les personnes inscrites au voyage  
doivent être munies d'un passeport en cours de validité  
(jusqu'au 30 avril 2000)  
et l'adresser pour le 3 mars 2000 dernier délai à**

**SÉLECTOUR - VOYAGE APHG  
BP 2676 - 21057 DIJON CEDEX**

## **ROLAND CARRAZ**

À la suite de son décès en décembre dernier, et parce qu'il avait été un grand défenseur de l'école républicaine, Christine Lamarre, dans notre prochain numéro, lui rendra l'hommage qu'il mérite.

### **La journée APHG du 4 décembre à Paris : enseigner l'histoire contemporaine**

Le 4 décembre 1999, l'APHG a organisé une journée d'étude et de réflexion sur le thème : « Enseigner l'Histoire contemporaine (de 1945 à nos jours) ». Plusieurs universitaires ont été invités pour faire le point sur les différentes parties du programme, l'état des recherches, les problématiques possibles, les notions et les concepts ; et répondre également à nos difficultés pour gérer l'ambiguïté du long terme exigé par les devoirs du type « composition » et les connaissances plus précises nécessitées par les études de documents.

#### **J. MARSEILLE**

### **ÉVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE DES PAYS INDUSTRIELS DE 1945 A NOS JOURS**

#### **I - Remise en cause de la traditionnelle séparation entre la période de croissance et la période de crise.**

- Séparation qui a peu de sens à ses yeux car c'est la croissance qui l'emporte largement sur toute la période.

- Redéfinir à ce propos la notion de PIB, notion récente, formalisée vers 1945 et calculée rétrospectivement.

- L'observation du doc. 1 ne traduit aucune trace de crise puisqu'entre 1945 et 1994 les pays industrialisés ont vu leur PIB progresser de 3.3% pour les USA, 2.8% pour la Russie, 6% pour l'Allemagne, 9.9% pour la France et 23.3% pour le Japon.

- Peut-on dire alors qu'il y a eu crise ? Si elle définit comme la chute du PIB d'une année sur l'autre, la France n'aurait donc connu qu'une seule année (1975), l'Allemagne 2 et les USA à peine plus, ce qui est négligeable.

- Alors si elle n'a pas existé, pourquoi parler de crise ?

D'une part, parce qu'on raisonne en taux et qu'il est vrai que le taux de croissance a baissé après avoir connu des chiffres record pendant 30 ans. Or la première révolution industrielle s'est faite avec des taux < 1%.

D'autre part, plus le volume est élevé, plus le taux se réduit sans être pour autant négligeable : par exemple, si en 1955, une croissance de 4.8% crée une valeur ajoutée de 289M\$, en 1994, une croissance de 1.6% crée 288 M\$ .

Le problème n'est donc pas économique mais social.

Les explications majeures sont les suivantes :

En termes techniques, il n'y a pas véritablement de révolution. Tout est déjà en place en 1945. En termes d'intervention des Etats, il n'y a pas de changement non plus, le rôle de chacun étant déjà très variable.

Les véritables raisons sont humaines :

- baby boom

- éducation de la main d'œuvre

- solidarité entre les pays : « plus jamais ça » ; c'est ainsi que les USA prennent conscience de leur responsabilité et de la nécessité d'aider les pays européens. A l'échec de la conférence de Londres (1933) s'oppose Bretton Woods.

- prise de conscience qu'on ne peut plus gouverner les démocraties comme avant et qu'elles doivent être sociales ou ne pas être.

## **II - Les mutations sociales sont considérables**

- Disparition des paysans en France (ils étaient 6 millions en 1946, ils sont 1 million en 1995).
- Disparition annoncée des ouvriers (8.2 millions en 1984 et 6.7 millions en 1998) et éclatement de cette classe. La grande entreprise n'est plus le lieu structurant de la classe ouvrière.
- Croissance très importante d'une classe moyenne qui ne possède plus de conscience de classe et qui vote, tantôt à droite, tantôt à gauche. Elle est le produit de la société de consommation.

Comment faire face à ces mutations sociales ?

- Les Etats providence se sont transformés sous l'influence de l'allongement de la durée de vie : En 1954, 22 % des plus de 65 ans travaillaient encore, contre seulement 1.4 % en 1999.
- Les activités se sont modifiées : en 1999, la valeur ajoutée dégagée par l'hôtellerie représente 218 milliards de FRF soit deux fois plus que celle dégagée par la sidérurgie (107 milliards de FRF).
- Le travail des femmes modifie profondément les mentalités.

Le chômage est le produit de ces mutations sociales mal digérées.

Deux modèles se sont mis en place :

Le modèle anglo-américain où les inégalités se développent et le chômage baisse.

Le modèle franco-allemand, où les inégalités baissent mais où le chômage stagne voire augmente.

## **M. LEFEUVRE**

### **ÉMANCIPATION DES PEUPLES DÉPENDANTS ET ÉMERGENCE DU TIERS MONDE**

Questions soulevées à propos du libellé :

Concernant la notion d'émancipation : se résume-t-elle à la décolonisation ? N'y a-t-il pas eu reformulation des liens politiques entre métropole et nouvel État indépendant (la départementalisation et la France par exemple) ? La libération nationale s'accompagne-t-elle de l'émancipation des peuples ? S'est-elle assurée de la démocratisation de ces sociétés ?

Concernant la notion de Tiers Monde : conception bancaire et image plus que concept.

Enfin, faut-il faire coïncider émancipation et émergence du Tiers Monde, alors que d'autres pays dominés se sont libérés par exemple, après 1991, en Europe ?

3 thèmes seront étudiés : la diversité des processus de décolonisation, le rapport entre libération nationale et décolonisation et l'émergence précaire du Tiers Monde.

#### **I - Diversité des processus de décolonisation**

Tout d'abord, rejet des modèles qui opposeraient décolonisation réussie et ratée ou rejet de la notion de temps qui opposerait décolonisation précoce et tardive introduisant un jugement de valeur. Il convient plutôt de traiter au cas par cas et d'avoir une démarche chronologique et non thématique d'autant plus que c'est un processus de très longue durée et plus précoce qu'on ne veut bien le reconnaître.

**Première période** : de 1910 (où 1918) à 1945 avec l'indépendance de l'Union Sud-Africaine, les mandats SDN Syrie-Liban et l'Égypte.

**Deuxième période** : de 1945 à 1962, la référence aux pays membres de l'ONU est une bonne indication (50 états en 1950, 100 en 1960 et 154 en 1980).

**Troisième période** : après 1962, guerre de décolonisation et agitation (France et Nouvelle Calédonie), Royaume Uni et Irlande, Portugal).

En conclusion, bien insister sur le fait que :

- toutes les décolonisations sont violentes, il n'y a que des nuances à apporter sur le niveau de cette violence.
- les enjeux sont toujours nationaux et non révolutionnaires.
- la contrainte internationale s'est toujours faite sentir mais qu'il faut surtout y voir le besoin de sécurité collective et non le fameux « devoir des peuples » (minorer le rôle des USA et de l'ONU par exemple).

## **II - Indépendance ne signifie pas émancipation.**

**Premier exemple :** la Rhodésie, indépendance blanche et émancipation noire. Si la Rhodésie blanche est un succès, elle est suivie par des guérillas multiformes qui conduisent à l'accès des noirs au pouvoir en 1979 avec toutefois le maintien des privilèges économiques des blancs. Cela conduit à un nouvel échec qui aboutit à la nationalisation et au partage des grandes propriétés.

**Deuxième exemple :** l'émancipation sans décolonisation. C'est le cas de la départementalisation à la française qui est remise en cause parce que le contenu n'est que politique et pas suffisamment social.

**Troisième exemple :** les indépendances africaines ont-elles mis en place des sociétés démocratiques ? ce n'est pas le cas : le combat de la décolonisation était exclusivement national. Dans ce cadre, l'armée représentait « le bras décolonisateur », d'où son prestige actuel.

## **III - L'émergence du Tiers monde est-elle précaire, est-elle durable ?**

- L'émergence diplomatique se mesure à l'ONU et se manifeste à Bandung puis à Belgrade.
- L'émergence économique se manifeste avec l'OPEP surtout en 1973.
- Cette émergence a-t-elle été durable ?

A l'ONU, un grand nombre de décisions ont été prises dans ce sens. Mais quel poids véritable représente l'ONU à cette époque ?

En ce qui concerne l'action de l'OPEP : le choc pétrolier de 1973 semble démontrer une certaine puissance économique du Tiers Monde. Cependant, le prix du pétrole doit peu à l'OPEP. Il est surtout lié à la croissance de la consommation grossière encore de la demande américaine alors que la dévaluation de fait du dollar entraînait une baisse des revenus pétroliers. En outre, même si l'OPEP a glané quelques bénéfices, l'embellie pétrolière a été de courte durée (10 ans).

Donc, même ce noyau dur du Tiers Monde ne dure pas. On peut affirmer qu'il est plus un regroupement économique, une image européenne qu'une réalité africaine ou asiatique. Il apparaît que les seuls ensembles durables sont ceux qui associent les anciennes colonies aux anciennes métropoles (accord de Lomé ou zone franc par exemple).

## **M. FRANCK**

### **AFFRONTEMENTS ET DISSOLUTION DES BLOCS**

#### **I- Les mots du programme**

- « Grande puissance »

Définition de la puissance : capacité à modifier la volonté des autres, soit à l'intérieur de l'État (pouvoir), soit à l'extérieur (puissance), avec différents moyens. Ceux-ci ne sont pas forcément militaires. Ils peuvent être culturels, idéologiques, économiques ou diplomatiques.

Depuis Charles V jusqu'à Hitler, il y a toujours eu affrontement entre les grandes puissances. Mais il y a une césure fondamentale après 1945 avec l'apparition du concept de « superpuissance » dont les caractéristiques sont la possession de l'arme nucléaire et la capacité de polarisation, l'allié devenant dépendant (avec des nuances dans les degrés de dépendance selon qu'il s'agit des États-Unis ou de l'URSS).

- *L'affrontement*

Doit-il être envisagé sous tous ces aspects, économiques et culturels ?

- « *Dissolution des blocs* »

le terme de « bloc » n'est en fait valable qu'à un moment précis et disparaît bien avant 1989.

## **II- Quelle lecture chronologique ?**

- Première lecture : de 1948 à 1991. Il s'agit d'une approche assez journalistique et qui risque d'être trop fastidieuse.
- Deuxième lecture : de 1948 à 1962. C'est la lecture de l'historien. En fait, il distingue plusieurs périodes :
  - de 1947 à 1953 : Guerre Froide
  - de 1953 à 1956 : 1<sup>e</sup> dégel
  - de 1956 à 1962 : nouvelle tension
  - de 1962 à 1973 : Coexistence Pacifique
  - de 1973 à 1985 : Guerre Fraîche
  - de 1985 à 1991 : nouvelle détente
- Troisième lecture : la diversité du monde existant bien avant 1991, il convient de parler de Guerre Froide uniquement dans le temps court où la bipolarisation est totale. A partir de la fin des années 1950 jusqu'à 1975, le monde est multipolaire. Les liens ne peuvent plus être les mêmes puisqu'il faut séduire pour attirer et donc développer une logique de paix. De 1975 à 1989, c'est le « nouveau désordre mondial » selon P. Milza. Il semble que le monde actuel n'est pas seulement le résultat de 1991 mais aussi celui de 1975 (affrontement Sud - Sud, apparition de forces centrifuges et victoire du local sur le planétaire).

## **III- Quelques nouveautés**

- Sur les origines de la Guerre Froide : par rapport aux trois théories successives (responsabilité unique de l'URSS, révisionnisme et mise en cause américaine, contre-révisionnisme et engrenage des méfiances), la nouveauté serait la diabolisation de l'Allemagne qui apparaît aujourd'hui dans les archives soviétiques.
- Sur les relations franco-allemandes : le rapprochement serait bien plus précoce qu'on ne le pense habituellement, même si la réconciliation totale reste le fait de de Gaulle et Adenauer. Cependant, le tableau n'est pas si idyllique (échec du plan Foucher). On peut avancer que la période 1962-1969 est une période d'isolement de la France en Europe alors qu'elle essaie de reconquérir son rang de grande puissance.

### **A. KASPI**

#### **LE MODÈLE AMERICAIN**

La notion de modèle en elle-même est discutable ; Il n'y a pas véritablement de modèle américain, pour plusieurs raisons : le de l'historien.

- La société américaine est très hétérogène. le de l'historien.
- De plus, elle évolue. Il y aurait des cycles d'environ 20 ans :
  - De 1945 à 1960 : les Américains sont soudés par le sentiment d'être les grands vainqueurs.
  - De 1960 à 1978 : la société change avec l'arrivée de Kennedy au pouvoir jusqu'au scandale du Watergate et l'entrée dans une période difficile.
  - De 1978 à 1990 : les deux mandats de R. Reagan peuvent être vus sous l'angle du « retour de balancier ».
- Un modèle est un cadre qu'on veut imiter ou repousser. C'est donc une démarche contraire à celle de l'historien.

Trois thèmes seront étudiés :

- Les institutions
- La société
- La culture

## **I- Les institutions**

Les institutions américaines sont marquées par le fédéralisme : les responsabilités sont beaucoup plus partagées que dans un système centralisé, comme le système français par exemple.

Le Président occupe une place importante car il est le seul élu de la nation tout entière. C'est l'arbitre suprême et la fonction présidentielle constitue l'ambition ultime. Mais l'étendue de son pouvoir est très inférieure à celle du président français, et ce en raison de nombreux contre-pouvoirs :

- le congrès, qui est, dans l'esprit des constituants, le seul pouvoir
- le pouvoir judiciaire (fédéral et d'État)
- les médias qui sont, dès 1945, très puissants (cf. la couverture médiatique du maccarthysme)
- les lobbies, qui défendent les causes que les partis américains, peu marqués d'idéologie, n'abordent pas.

Chronologiquement, la fonction présidentielle évolue. Elle a gagné en importance jusqu'à l'arrêt brutal du Watergate. Les mandats de R. Reagan semblent améliorer son image mais elle est toujours menacée par les scandales (Monicagate) et par l'argent.

## **II- La société**

### *1- Une société sans classe ?*

La société américaine n'est pas sans classe ; Par contre, elle ne connaît pas de lutte de classe. La découverte et la redécouverte de la pauvreté distingue plusieurs catégories :

- les « inférieurs »
- la classe moyenne
- les riches ( cette catégorie a largement profité des mandats de R. Reagan)

En outre, il y a une certaine fluidité entre les classes.

### *2- Une société sans discrimination ?*

Là encore, il faut répondre par la négative. Depuis 1954, des lois tentent de lutter contre la discrimination, en particulier raciale. Mais, dans la pratique, l'évolution est beaucoup plus lente. C'est pourquoi un programme d' « affirmative action » (discrimination positive) est lancé dans le but de favoriser les minorités.

### *3- Une société sans contestation ?*

Bien au contraire, la société américaine est traversée par de nombreuses contestations, surtout à partir de 1960 ( mouvements des droits civils, de l'ethnicité et des femmes).

## **III- La culture**

Elle est difficile à apprécier de France, où règne un anti-américanisme primaire, avec ses vieux piliers : le communisme, le gaullisme, l'extrême-droite, le colonialisme.

En outre, les deux nations ont été créées sur les mêmes principes nés du siècle des Lumières, les deux ayant ainsi une même vocation à l'universalisme.

Dans ce cadre, de quelle culture parle-t-on ?

Il existe une culture de qualité :

- en littérature : Faulkner, Steinbeck...
- en peinture : expressionnisme
- en architecture
- en musique...

Mais c'est la culture de masse qui est contestée, et qui repose sur le cinéma, la télévision, le disque, c'est à dire des domaines qui allient l'art et l'industrie. Il s'agit d'une culture faite pour être exportée et donc forcément racoleuse.

**Conclusion :** Dans nos programmes, il faut mettre l'accent sur l'expansion du « modèle ». La culture, plus qu'américaine, devient planétaire.

## M. SAPIR :

### LE MODÈLE SOVIÉTIQUE

La notion même de modèle semble dans ce cas difficilement acceptable à cause de :

- son côté normatif ;
- son côté rigide et statique en contradiction avec la notion d'évolution ;
- son côté réducteur.

En outre, il comporte trop de présupposés idéologiques. Le terme de système semble plus adapté.

On peut distinguer cependant un noyau dur, constitué par :

- un parti unique ;
- un système de terreur ;
- une économie de commandes.

Il convient toutefois de nuancer ce propos :

- le parti n'a pas la même allure sous Staline et sous Khrouchtchev.
- le système de terreur organisé de 1945 à 1953 n'est pas comparable à celui qui prévaut après 1960.
- l'économie n'a pas le même fonctionnement au lendemain de la guerre et à l'époque brejnévienne.

Notre analyse mettra donc l'accent sur l'évolution du système soviétique.

NB : beaucoup de simplifications et d'erreurs ont été relevées dans les manuels de lycée :

- le mécanisme de « russification généralisée » doit être nuancé.
- « le niveau de vie stagne » alors qu'il s'est considérablement amélioré sur la période.

Même si les pénuries persistent, elles sont toutefois moins importantes qu'auparavant.

- donner trop d'importance au GOSPLAN et ne rien dire du GOSNAB (agence qui assure le transit et la redistribution des marchandises).

Après ces mises au point nécessaires, comment traiter le sujet ?

Tout d'abord, il faut retourner aux sources bibliographiques récentes :

Historiens et Géographes, n°351

Retour sur l'URSS, éd. L'Harmattan 1996

Capitalisme et Socialisme en perspective, éd. La découverte

Ensuite, trois aspects doivent être soulignés :

- des dualités et des tensions qui perdurent ;
- les mutations dans la société soviétique ;
- la place de l'URSS dans le monde.

#### **I - Dualités et tensions**

##### *1- Sur le plan politique*

Les institutions sont calquées sur celles de l'Occident mais en réalité, le pouvoir est aux mains du parti et il est personnalisé. Le système soviétique montre donc un État sous-développé.

##### *2- Sur le plan économique*

Les fonctions de commande sont centralisées mais les producteurs bénéficient d'une certaine indépendance et s'organisent à l'intérieur même de leur structure. Il leur manque cependant un élément coordinateur efficace : cette pièce du système ne fonctionne bien qu'en économie de marché.

##### *3- Un équilibre difficile entre coercition et incitation*

Sur la période considérée, la coercition ne cesse de diminuer tandis que l'incitation croît, essentiellement par l'appel à la consommation. L'équilibre est d'autant plus difficile à trouver que l'Occident fait miroiter de nouveaux modèles de consommation.

#### **II- Les mutations de la société soviétique**

Plusieurs éléments sont à souligner :

- L'enracinement urbain et l'émergence du salariat industriel ( entre 1960 et 1965) : le statut d'ouvrier porte désormais la promesse d'une situation stable.
- Le modèle de croissance d'avant 1970 s'épuise.
- La société gagne en autonomie à travers la professionnalisation des fonctions. Cela débouche sur la création d'une classe moyenne : l'« intelligentsia » (la compétence et le statut sont liés à une formation universitaire et ne dépendent pas de l'appartenance au parti).

### **III - La place internationale de l'URSS**

- L'espace soviétique est-européen est caractérisé par une fragilité récurrente : des tensions apparaissent dès 1953.
- L'expansion dans le Tiers-Monde est beaucoup plus solide en Asie.
- La capacité d'attraction bascule dès 1970, avec la décolonisation.

Chantal Jeannot et Marie-Jo Ferrand

## **La journée APHG du 8 décembre à Dijon : la Russie contemporaine**

**SERGE WOLIKOW**

### **L'IMAGE DE L'URSS À L'ÉPOQUE STALINIENNE**

L'étude de l'imaginaire, des représentations, a pris depuis quelque temps une grande importance dans l'historiographie, en fonction notamment des travaux récents sur l'histoire des intellectuels et des courants politiques. On privilégiera ici l'image de l'URSS en France, en raison de l'importance du communisme dans ce pays.

#### *1 ) Jalons chronologiques*

De 1917 à 1953, l'image de la Russie soviétique a bien entendu évolué, chez ses partisans comme chez ses adversaires.

De 1917 à 1922, la révolution russe, encore en cours, est très mal connue. Les voyageurs sont très rares, dans un pays en pleine guerre civile. A l'extrême gauche, on retient surtout l'idée que les bolcheviks ont seuls su renverser le pouvoir de la bourgeoisie.

De 1923 à 1930, on assiste à la construction systématique d'une image de l'URSS. Le "léninisme", interprété par Staline, devient une doctrine officielle. L'Internationale impose la "bolchevisation" des partis communistes. La révolution et le socialisme ne peuvent être qu'à l'image de l'URSS, "pays du socialisme". Comme l'a montré Sophie Coeuré (*La grande lueur à l'Est, 1917-1939*, Paris, Seuil, 1999), 1927 marque un temps fort. Des livres, des discours, des films (*Octobre*, d'Eisenstein ; la *prise de Saint-Pétersbourg*, de Poudovkine) illustrent une version désormais officielle : un parti bolchevik qui a tout dirigé, avec son état-major uni derrière Lénine et Staline, une grande révolution populaire, une opposition entièrement contre-révolutionnaire (y compris les mencheviks et les S-R). Octobre devient un mythe fondateur, dont le récit justifie les évolutions ultérieures. Des délégations assez larges ont assisté à la commémoration. On crée les "Amis de l'URSS".

À partir de 1930, le mythe est définitivement constitué. L'URSS est le pays où un monde foncièrement nouveau se construit, où l'économie progresse à pas de géant tandis que le capitalisme s'enfonce dans la crise. En fait, la société soviétique vit des drames terribles, et l'image doit être d'autant plus soigneusement fabriquée qu'elle s'éloigne davantage de la réalité. La guerre ajoute un élément majeur : on admire la capacité de résistance d'un pays qui s'est sacrifié pour le salut de l'Europe et du monde ; c'est le socialisme qui a permis cette victoire, et qui assure une reconstruction exceptionnellement rapide (la réalité d'un pays épuisé est occultée).

Les images de l'URSS véhiculées par l'anticommunisme ont évolué parallèlement : la barbarie "asiatique" et une révolution fomentée par des agents de l'étranger ; une grande puissance travaillant à la subversion mondiale (ainsi au temps du Front populaire). En même temps, certains, même à droite, sont fascinés par la réussite industrielle...



## 2) Production, élaboration, diffusion des images

Les voyages jouent un grand rôle. Ils sont gérés par des agences officielles (Vox, Intourist). Le tourisme individuel est pratiquement inexistant. Pour la France, de quelques dizaines de visiteurs par an au début, on passe à une centaine à la fin des années 1920, à un peu moins d'un millier après 1935. Il s'agit d'abord de délégations d'organisations, notamment syndicales (le voyage est alors souvent le couronnement d'une activité militante, et le retour est fondamental, avec récits, interviews, conférences aux "Amis de l'URSS"). Les stages de plusieurs mois de responsables communistes ou syndicalistes (par exemple Waldeck Rochet en 1930-1931) représentent un cas particulier. Les journalistes ne peuvent partir à l'aventure : depuis 1927, en raison du refus de l'agence Havas de laisser censurer les articles, la France n'a plus de correspondant accrédité en permanence, il n'y a plus que des visites ponctuelles, en général dans le cadre de voyages organisés, d'hommes qui au départ n'ont qu'une idée imprécise de la réalité. Le département d'Agit-Prop de l'Internationale soutient la production de films, paie des journalistes pour des reportages favorables, invite des écrivains, comme Panaït Istrati, André Gide en 1936 (sa critique est en fait très nuancée, et il n'a eu qu'une vision très partielle de l'Union soviétique), Louis Guilloux et Romain Rolland (dont la vision est influencée par l'antifascisme). Les films soviétiques qui obtiennent le visa de la censure française exaltent la révolution, l'enthousiasme des travailleurs pour la réalisation des plans quinquennaux, la vie heureuse des paysans dans les kolkhozes...

## 3) Quelques exemples

L'image du territoire soviétique a été particulièrement étudiée à propos du thème de la steppe (cf. le colloque de 1997 à Dijon, *L'homme et la steppe*). Avec *La Steppe rouge* de Joseph Kessel, ou *Cavalerie rouge* d'Isaac Babel, la steppe est le théâtre de la guerre civile et des victoires révolutionnaires. *Terres défrichées*, de Choloikov, donne l'image d'une collectivisation difficile, mais globalement positive. Les reportages photographiques (*Regards*) montrent des villages modernes, pourvus d'installations collectives : la steppe devient l'équivalent de la Prairie américaine. Plus tard, avec Khrouchtchev, ce sera l'épisode des "terres vierges", sols fertiles où tout est possible. Le territoire russe par lui-même est une immense ressource.

La vision de la société nouvelle a elle aussi évolué. En 1917-1922, des Français enthousiastes sont restés ou sont venus dans ce pays ravagé. Pierre Pascal exalte les formes de vie collective et spartiate en Russie. Des syndicalistes révolutionnaires font l'éloge des soviets, forme de démocratie directe, du travail volontaire et désintéressé des "samedis communistes". En France même, Albert Mathiez, Ernest Labrousse voient dans les bolcheviks les continuateurs des jacobins. Enfin l'utopie se concrétise : chacun y trouve confirmation de ce qu'il croit. Mais à partir de la fin des années 1920, le modèle s'impose ou est imposé : celui d'une société fondée sur une table rase, où tout est nouveau, l'économie, l'idéologie, et bientôt l'homme lui-même, grâce à la collectivisation intégrale et à l'action d'un État encadrant l'ensemble de la vie sociale et d'un parti guide qui édifie, éduque, dirige la vie intellectuelle et culturelle. On s'achemine vers une société communiste, sans État (alors même que le rôle de ce dernier ne cesse de croître). Les critiques d'extrême gauche font au contraire ressortir la résurgence d'aspects traditionnels : étatisme, militarisme, nationalisme.

Le modèle soviétique est aussi un modèle "héroïque", volontariste (transformation de la société, de la nature, de l'homme...). A cet égard, sa matrice militaire est importante : le régime a commencé par le "communisme de guerre"; la référence à 1919 est fondamentale (s'organiser, se battre pour sortir d'une situation apparemment insurmontable) ; le parti est volontiers comparé à une armée. Il faut "mobiliser" la population, face à des ennemis "démonisés". Toute opposition est vite assimilée à une désertion, à une trahison. Le stakhanovisme correspond à une mise en scène sociale des héros du travail. On héroïse aussi les exploits des aviateurs, des explorateurs. Et, bien sûr, dans les films et les romans des années 1950, les hauts faits de la "grande guerre patriotique".

Si, à partir de 1956, la déstalinisation met fin à la terreur de masse (bien entendu absente du "modèle" présenté par la propagande communiste) et aux aspects les plus voyants du "culte de la personnalité", elle ne remet pas en cause les traits essentiels de l'image qu'on vient d'analyser.

## NICOLAS WERTH

### AUTONOMIE ET RÉSISTANCE DU SOCIAL DANS L'URSS DE STALINE

L'orateur commence à mettre en garde contre des idées reçues à propos de la période stalinienne, comme celle d'un immobilisme de la terreur, alors qu'en fait le désordre alimente la terreur, et il cite une formule de Merle Fainsod sur le « totalitarisme inefficace ». Il évoque aussi la problématique féconde tirée des recherches analogues menées sur le nazisme, par Martin Broszat en particulier, et l'essor de recherches sur « l'histoire vue d'en bas », en particulier sur les statistiques de promotion sociale.

Il faut se défier de la tentation de définir la résistance à partir de la documentation de provenance officielle, qui interprète tout à travers un prisme politique : des comportements sociaux assez banals sont souvent qualifiés d'actes de résistance politique par les agents du pouvoir. Il est difficile d'établir des niveaux précis quand on tente de faire une typologie des comportements considérés comme déviants. L'ampleur de répression varie suivant les périodes et des comportements jugés auparavant avec indulgence peuvent subitement devenir criminels aux yeux du système. Des rapports secrets de la police politique ne sont pas des baromètres fiables, puisqu'il répondent à une demande de rapports plus ou moins pressante. La propagande qui cherche à faire croire en une adhésion massive de la population contribue à masquer les convergences réelles qui peuvent exister. On voit finalement peut-être mieux apparaître les résistances que les convergences entre les buts du régime et les vœux de la population.

L'historiographie « révisionniste » anglo-saxonne tend à souligner ces convergences (la population aurait au fond soutenu le régime), mais les analyses sont rares. Une étude sur Magnitogorsk souligne que la population s'est appropriée le discours officiel, mais on tend aussi à revoir à la baisse le niveau d'adhésion : ce n'est pas parce qu'on emploie le langage de la propagande qu'on en est totalement dupe. Peut-on croire que la terreur est vraiment populaire dans la population modeste ? Celle-ci est-elle ravie de voir les cadres punis ?

Les sources récemment accessibles soulignent surtout la permanence des tensions. Des stratégies individuelles d'évitement alimentent en réaction la violence d'Etat, et les dirigeants perçoivent à l'évidence la vulnérabilité de leur système.

L'orateur reprend la typologie établie par Ian Kershaw pour la résistance au nazisme : il distingue la résistance active, les oppositions à buts limités et les désaccords plus passifs.

**La résistance active** suppose des actes organisés, souvent collectifs et politiquement assez consciemment hostiles au système. Il y a évidemment les résistances à la collectivisation des terres, importantes en Ukraine. Une étude d'A. Graziosi souligne ici le rôle de la question nationale dans une région qui réclame l'abolition du régime et l'indépendance. Mais il n'y a pas de grande insurrection en 1930 alors qu'il y avait eu la guerre civile et la déportation des cosaques quelques années plus tôt. Le mouvement manque d'armes et de leaders, et se manifeste par des émeutes, des marches de protestation et le rôle des femmes y est important. On proteste aussi contre le vandalisme religieux qui s'attaque aux églises, et le fameux article de Staline sur « le vertige du succès » marque un recul tactique du pouvoir sur la question de la collectivisation (mais la famine de 1932 sera sans doute aussi une riposte à ces mouvements, le moyen de briser une région indocile). Du moins les concessions faites aux paysans entraînent-elles alors un déclin des manifestations.

Des émeutes éclatent au printemps 1932 dans certaines villes ouvrières, dans le Donbass ou à Ivanovo-Vosnessensk et révèlent les frustrations : des tracts dénoncent les magasins réservés de la bureaucratie. Le régime alterne alors les concessions et le renforcement des contrôles. N. Werth signale d'autres vagues comparables, en 1941, en 1946-1947, en 1962. Mais tout compte fait, ces mouvements sont limités : le monde ouvrier se renouvelle beaucoup, il est marqué par une stratification sociale et de grandes inégalités, et ces facteurs nuisent à la mobilisation.

Les résistances les plus structurées seraient celles des territoires annexés en 1939-1941. On aurait ici un processus long et une répression massive (qui occasionnerait de 800 000 à 1 million de cas de déportation avant la fin de 1941). Ici le régime est perçu comme une occupation étrangère et ses réformes suscitent le rejet. De véritables réseaux clandestins

baltiques ou ukrainiens sont décelables : on aurait alors 600 000 condamnés politiques à de longues peines et on les séparerait des prisonniers de droit commun en 1948. Les camps deviennent alors des foyers d'agitation et il y aurait eu des révoltes au goulag.

**L'insubordination sociale** est le fait de petits groupes. Les années 1930 sont une période de banditisme alliant le contournement individuel des contrôles et des formes de criminalité. Dans un contexte de pénurie, le marché noir est une « spéculation » et on punit des actes de « dilapidation de la propriété socialiste ».

Le niveau le plus bénin est le refus de se plier à la discipline, l'absentéisme, les changements fréquents de lieu de travail. Certains directeurs, policiers ou magistrats, n'appliquent pas la loi : pourquoi ? Parce qu'elle est à leurs yeux injuste, parce qu'ils se font corrompre, parce qu'ils souhaitent éviter des incidents ?

La forme la plus violente est le banditisme. C'est une réponse à la brutalité des bouleversements sociaux. Les déportations hâtives de la « dékoulakisation » s'accompagnent de nombreuses évasions (environ un déporté sur trois). Les évadés deviennent des marginaux. Des bandes armées de « vengeurs » attaquent fonctionnaires et activistes. 40 % des kolkhozes de Sibirie occidentale seraient alors l'objet d'attaques de bandits. Pour le discours officiel il s'agit des débris des anciennes classes dirigeantes moribondes. Il s'agit plutôt de « primitifs de la révolte » au sens où l'entend Eric Hobsbawm. La grande terreur va les frapper en priorité : 680 000 fusillés en deux ans.

H. Fitzpatrick a étudié le cas du « hooliganisme rural ». Il s'agit de comportements de rejet du kolkhoze qui se traduisent par des manœuvres pour contourner les règlements, des vols, du marché noir. En 1932 20 % du pain distribué à Moscou serait chaque jour volé par des « porteurs de sacs ». On voit aussi naître de fausses coopératives qui camouflent des entreprises privées, des kolkhozes fictifs où la propriété privée est maintenue. Le vol est alors une forme de survie assez courante.

Le refus de travailler dans les champs kolkhoziens est passible de déportation pour « parasitisme », mais les refus ne sont pas toujours dénoncés, à la campagne comme à la ville. En 1932, plus du tiers des directeurs des kolkhozes sont révoqués, et on retrouve la même opération en 1946-1948.

Il y a enfin des **formes d'autonomie de l'opinion**. Une information parallèle circule et des propos publics traduisent des désaccords. Ils sont tantôt tolérés, tantôt réprimés ; et quels propos doit-on au juste sanctionner ? Staline ne semble guère populaire et ne suscite pas de culte monarchique chez les ruraux. Les ouvriers manifestent une désaffection croissante jusque vers 1940. L'agression allemande et la victoire suscitent ensuite un consensus, mais la popularité du leader est aussi soutenue par les bruits de suppression des kolkhozes qui circulent au lendemain de la guerre.

L'orateur souligne « l'imperméabilité des cultures ». On ne peut contrôler tous les groupes religieux et les fêtes religieuses ont toujours du succès. Des modèles démographiques hétérogènes traduisent les différences de comportement des groupes ethniques et sociaux. Dans les années 1930 70 à 95 % des lieux de culte sont fermés, mais au recensement de 1937 57 % des gens recensés s'affirment croyants quand on leur pose la question. Le respect du calendrier religieux à un aspect frondeur (comme sous la Révolution française !). La guerre amène même une remontée des baptêmes et des mariages religieux.

Le régime peut-il alors être défini comme « idéocratique » ? Ou a-t-on raison d'expliquer le stalinisme par l'arriération rurale de l'URSS, qui aurait favorisé une certaine adhésion populaire ? Il est en tous cas évident que le corps social a des réactions de résistance face à des pressions politiques largement perçues comme extérieures aux préoccupations de la société.

À une question posée sur la pertinence de l'expression « d'anarchie tyrannique », utilisée par Alain Besançon, qui pose le problème de savoir si le stalinisme est vraiment totalitaire, l'orateur répond en soulignant qu'il est difficile de définir clairement le totalitarisme et qu'il y a au fond une dynamique : le désordre social persistant suscite des tentatives de mise au pas plus poussée de la société.

**MARC FERRO**

## **LA DÉCOMPOSITION DU MODÈLE SOVIÉTIQUE**

Marc FERRO se propose de considérer la décomposition interne du modèle soviétique sous un angle quelque peu différent de celui de Nicolas WERTH. Son exposé très vivant, bourré d'anecdotes, part d'un souvenir précis. Dès 1982, sa vision du modèle soviétique a été bouleversée par une déclaration de Tchernenko : le Secrétaire Général invoquait dans un discours devant le Comité Central un "excès de démocratie" conduisant à un affaiblissement de la discipline.

L'historien, comparant cette déclaration à celle de Boukharine en 1917, qui avait affirmé "nous sommes trop démocrates, pas assez socialistes", y relève plus qu'un glissement de sens : Boukharine, convaincu de la valeur scientifique du socialisme, voulait dire "nous avons tort de tolérer d'autres partis"; mais sous Tchernenko, il n'y avait évidemment plus de multipartisme...

FERRO voit là un signe évident de la décomposition du système, et en vient à contester les discours convergents de l'ultra-gauche et de l'ultra-droite qui faisaient tous deux de l'opposition entre dirigeants et dirigés un trait majeur du régime soviétique. Quelle peut bien être la nature de la "démocratie" dénoncée par Tchernenko ?

La révolution d'Octobre n'a pas été seulement un putsch, mais un mouvement global, une lutte entre "gouvernement sans État" de Kerenski et "État sans gouvernement" des soviets. Ceux-ci n'étaient pas dépourvus de pouvoir ; certes pas celui de signer Brest-Litovsk, mais celui, par exemple, de reloger les gens ou de redistribuer les denrées. Dans cette première phase du régime, les gens sont à la fois dirigés et dirigeants. C'est seulement par la suite que les soviets perdent de leur pouvoir : en 1940, c'est vrai, le fossé entre dirigeants et dirigés est devenu profond.

Pour expliquer cette évolution, Marc FERRO met en évidence 4 tendances lourdes dans l'évolution du régime jusqu'à Brejnev :

- la bolchevisation des opinions (par les élections, par "contagion", par le contrôle des soviets, voire par la terreur)
- l'institutionnalisation du bolchevisme (le Parti devenant le guide de la société)
- la plébéianisation de l'État (de plus en plus d'ouvriers dans les instances du Parti : apogée sous Khrouchtchev)
- la bureaucratisation du pouvoir (le Parti étant censé contrôler État, municipalités, hôpitaux, universités, etc.)

Mais, pour que ce système, qui se voulait totalitaire, puisse continuer à fonctionner, cette quadruple évolution s'accompagnait d'un développement progressif de zones d'autonomie. Par exemple, les syndicats, contrôlés par le Parti puisqu'on ne pouvait opposer les salariés à leur employeur (qui n'était autre que le peuple), étaient menacés de paralysie ; pour les stimuler, l'État leur confia la gestion des congés de maladie, puis des réseaux d'autobus, puis de l'approvisionnement en carburant, etc.

Autre exemple : l'Union des Écrivains, qui disposait d'un monopole de publication, laissa à ses membres une liberté de critique incroyable, dans la mesure où ce monopole était respecté et où le régime n'était pas mis en péril...

Enfin, l'Armée était sans doute l'institution qui disposait de la plus grande autonomie : elle avait, par exemple, ses propres horaires de chemin de fer...

C'est tout cela, "l'excès de démocratie" critiqué par Tchernenko en 1982.

Chaque entreprise devint une micro-zone d'autonomie, un "cocon" permettant à ses membres de survivre ; entre "cocons", on procédait à des échanges de bons procédés (« je prends ton fils dans mon école, et tu me fournis des saucisses pour ma cantine ») ; mais malheur à qui sortait du cocon et ne pouvait plus profiter de ses "avantages minables" !

Puis, avec le temps, le régime se "déplébéianise", en partie grâce au très bon niveau culturel des étudiants soviétiques : sous Gorbatchev, les décisions ne sont plus prises par des ouvriers, mais par des spécialistes (architectes, chercheurs, ingénieurs...). Au milieu des années 80, la "scientificité" du régime s'effondrant (Tchernobyl, réalités économiques...), les quatre grandes tendances relevées plus haut s'inversent ; mais ce qui reste, ce sont toutes les instances de décision qui s'étaient développées au sein du régime bolchevik...

L'intervention de Marc FERRO se termine par un dialogue avec l'assistance, où l'historien évoque le rétrécissement actuel des zones d'autonomie et la diversification de leur nature avec le développement du capitalisme.

Gérard Déclas

## **L'Assemblée générale de la Régionale du 12 décembre 1999**

Jacques Nompain, notre secrétaire, présente le rapport d'activité de l'année : participation aux commissions ; week-end à Lille des 18 et 19 septembre 1999, très réussi ; journées de l'APHG à Clermont-Ferrand, toujours bien organisées. Il annonce la présentation d'une exposition au Creusot dès le 25 avril 2000 sur la grève de 1899 à partir du tableau de Jules Adler.

En ce qui concerne le nouvel enseignement d'éducation civique, juridique et sociale en classe de seconde, l'enquête réalisée auprès des collègues révèle que ces cours sont assurés à 93 % par des professeurs d'histoire-géographie, à 6 % par des professeurs de S.E.S., à 1 % par des professeurs de philosophie ; pour le bac, l'évaluation se fera vraisemblablement sous forme de contrôle continu.

Geneviève Bonnardeau, notre trésorière, présente son bilan financier. Les rentrées d'argent baissent car les adhésions baissent : - 15 % pour la dernière année. Nous en sommes à 231 adhérents dont 35 retraités et 14 étudiants.

L'assemblée procède à une élection partielle du bureau. Sont réélus : Gérard Déclas, Maurice Dubois, Jacques Nompain, Claude Péquinot, Brigitte Pierre.

Elle est suivie d'un repas amical.

Brigitte Pierre

## **Les projets 2000**

### **UN WEEK-END DANS LE FOREZ ET À MONTBRISON**

sera organisé par Pierre Lévêque et Denis Lamarre **les 17 et 18 juin 2000**, avec la participation de Claude Latta, professeur au lycée de Montbrison. Visite de Charlieu, Ambierle, La Bénisson-Dieu, Saint-Romain-le-Puy, Montbrison, La Bastie-d'Urfé, la route des Balcons, le col du Béal, Noirétable, éventuellement Roanne avec Jean-Pierre Houssel.

### **UN WEEK-END EN FORÊT NOIRE**

est d'ores et déjà prévu pour **les 7 et 8 octobre 2000** sous la conduite de Pierre Lévêque et Jean-Bernard Charrier. Fribourg-en-Brigau et ses environs. Retour par Bâle.

### **LA JOURNÉE "GÉOGRAPHIE" DE DÉCEMBRE 2000**

sera consacrée à la géographie du **Japon**.

## **Nos collègues publient**

### **Stéphane GACON, Éric PAUL, Jean VIGREUX : RÉSISTANCE ET LIBÉRATION DU MORVAN**

Le Musée de la Résistance de Saint-Brissson et l'Université de Bourgogne viennent de faire paraître un cédérom (PC et Mac) : Résistance et libération du Morvan. Les auteurs sont nos collègues Stéphane Gacon, Eric Paul et Jean Vigreux.

L'introduction rappelle les origines de la guerre et présente la situation de la France en 1939-1940.

Ensuite le cédérom est divisé en trois parties :

- Le Morvan sous l'Occupation
- La Libération
- Le retour de la paix et la mémoire

Chaque partie comporte plusieurs études thématiques abondamment illustrées. La consultation du cédérom est aisée. Et, si on le désire, il est possible d'accéder directement aux nombreux documents (archives écrites, cartes, photographies, témoignages oraux et films). Les exemples retenus se rapportent au Morvan ; toutefois l'ensemble, commentaires et documents, constitue une bonne introduction à l'étude de la Résistance française et de la Libération.

Ce cédérom est donc à recommander à tous les élèves et étudiants, pas seulement bourguignons, ainsi qu'à leurs professeurs. Il a sa place dans les C.D.I. des collèges et des lycées. Il permettra aux élèves de s'informer (sur les maquis par exemple), de préparer des exposés ou de mener des recherches guidées. En outre, si le professeur d'histoire dispose d'un poste multimédia avec grand écran, il pourra intégrer certains documents (cartes, témoignages) à son cours de troisième ou de terminale.

Ce cédérom peut être commandé (150F TTC + 29F de port) à La Passerelle, Centre Audiovisuel de l'Université de Bourgogne, 2 bd Gabriel - 21000 Dijon.

Jacques Nompain

**Denis LAMARRE, Pierre PAGNEY : CLIMATS ET SOCIÉTÉS,**

Armand Colin, 1999, 272 p. (y compris annexes et indices).

Nos deux collègues et amis, membres de l'APHG, respectivement professeur et professeur émérite à l'Université de Bourgogne, viennent de publier un remarquable ouvrage sur les relations entre climats et sociétés. Soit une véritable synthèse de la géographie, qui n'est pas seulement une "science sociale", comme on l'enseigne dans les IUFM... science sociale qui a d'ailleurs peu à voir avec celle qu'enseignait Pierre George dans les années 1960-1970.

Une première partie montre que climats et sociétés sont deux composantes majeures de l'espace géographique, et analysent les différentes échelles du climat. La deuxième partie explicite "les éléments forts du climat et les réponses des hommes" : les impacts sur l'agriculture, la santé (les parasitoses tropicales, déjà décrites par Pierre Gourou), les catastrophes climatiques (depuis la publication de l'ouvrage, plus de 8 000 morts au Venezuela).

La troisième partie insiste sur l'emprise humaine en fonction des facteurs climatiques. Nous y ajouterons volontiers le Canada, du Grand Nord et même du Québec croulant sous la neige hivernale, alors que Vancouver, pas plus froide que Dijon, à cause du courant chaud, est marquée par une très forte pluviosité douce, qui explique la croissance des grands arbres.

La quatrième partie, très contemporaine, porte sur les grands défis actuels : l'eau et sa pénurie croissante, les risques liés aux catastrophes climatiques, le réchauffement de la planète (lié aux industries polluantes et à l'automobile), tandis que le vent et le rayonnement solaire peuvent fournir de nouvelles sources d'énergie renouvelables.

En bref, voici un livre de haut niveau, très bien écrit, utilisable par les professeurs et les étudiants avancés. À recommander absolument.

Jean-Bernard Charrier